

tre les divers éléments constitutifs) imprégnés de traditions historiques diverses. Mais ce n'est pas à cause de la transformation contre-révolutionnaire de tel ou tel parti dans une révolution, transformation conditionnée elle-même par des circonstances historiques et sociales bien concrètes, qu'il convient de décréter la non-viabilité pour le prolétariat de partis politiques en général.

L'Etat occupe aussi, dans le système des Hollandais, une place pour le moins équivoque. Après lecture de leur démonstration, il pourrait apparaître à maints lecteurs qu'en réalité, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. La révolution est en marche, elle ne pourrait pas ne pas venir, et il suffit de laisser aller les choses à elles-mêmes pour que le socialisme devienne réalité. Or, rien n'est plus étrange de la notion marxiste de l'évolution sociale que cette conception.

Les révolutions sont, il est vrai, des enregistrements périodiques que l'histoire institue pour mesurer l'évolution des classes. En ce sens, les classes ne peuvent jamais atteindre un niveau supérieur à celui correspondant à l'ensemble de leurs capacités économiques et sociales, les résultats des révolutions apparaissent comme déterminés d'avance. Mais c'est seulement en ce sens-là, car révolution signifie, avant tout, intervention consciente volontaire des masses pour changer violemment - on pourrait même dire presque arbitrairement - le cours de l'évolution et l'orienter dans un sens nouveau.

C'est pour cela qu'une révolution, si "mûre" fût-elle, ne peut jamais être un processus mécanique. Il est possible que telle ne soit pas non plus l'opinion de nos camarades hollandais et que la lacune que nous signalons ne résulte que de la nécessité qu'il y avait d'abstraire, en quelque sorte et de montrer, pour la clarté de l'exposition, l'évolution économique comme étant complètement séparée de l'intervention politique, mais il importe quand même de faire plus de clarté sur ce point.

Il est vrai qu'ils affirment quelque part que l'Etat reste nécessaire au prolétariat après la prise du pouvoir. Il s'agit d'un "Etat" d'une nature particulière, qui n'est déjà plus en réalité, un Etat, comme Lénine, après Marx, le montrait d'ailleurs. Il s'agit d'un Etat qui "ne puisse pas ne pas dépérir", alors que le marxisme a mis en relief que l'Etat était toujours l'instrument d'oppression d'une classe sur une autre. Il est possible que, pour la clarté de l'exposition, il faudrait remplacer dans la terminologie l'expression d'"Etat prolétarien" par une autre plus adéquate. Mais, avec ces explications, on comprendra nos critiques. L'exposé des Hollandais énonce la nécessité d'un "Etat prolétarien" qui ne pourrait pas s'évader de sa fonction d'instrument de répression de la contre-révolution.

D'autre part, l'étude de la transformation sociale, plus particulièrement l'analyse de la révolution russe, nous montre que les